

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 312/02

ÉFAI – 020682 – AMR 34/065/02

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

MENACES DE MORT / CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

GUATÉMALA **Carlos Mejía (h), député du parti *Unidad Revolucionaria Nacional Guatemalteca* (URNG, Union révolutionnaire nationale guatémaltèque) et sa famille**

Londres, le 18 octobre 2002

Amnesty International est vivement préoccupée par la sécurité de Carlos Mejía et de sa famille, qui ont été menacés de mort dans une lettre reçue le 17 octobre. Cet homme est un des députés du parti d'opposition de gauche *Unidad Revolucionaria Nacional Guatemalteca* (URNG, Union révolutionnaire nationale guatémaltèque), et un des dirigeants du syndicat *Unidad de Trabajadores Estatales y Sectores Populares* (UTESP, Union des travailleurs de l'État et des secteurs populaires).

Il a reçu ces menaces dans une lettre anonyme qui lui a été envoyée à son lieu de travail. Ce courrier indiquait : « *Député Mejía, tu n'as plus que quelques jours, nous préparons l'embuscade contre toi et ta famille. Fais tes adieux, tu seras abattu par l'ancien garde du fils d'Arzu, sache-le. Salutations.* » On pense que le nom « *Arzu* » désigne l'ancien président du Guatemala Álvaro Arzú Irigoyen.

Carlos Mejía a publiquement dénoncé des faits de corruption dans le département de San Marcos, notamment des irrégularités de gestion de fonds publics imputées à plusieurs maires du département. On craint que ces menaces de mort ne visent à empêcher cet homme, ainsi que d'autres personnes, de continuer à dénoncer publiquement les faits de corruption attribués à certaines autorités du département de San Marcos.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Amnesty International est préoccupée par la persistance de menaces et d'actes d'intimidation généralisés contre les personnes qui dénoncent la corruption, ou qui sont considérées comme critiques à l'égard des autorités guatémaltèques. Les victimes font l'objet de menaces et d'agressions destinées à les réduire au silence, dont les forces de sécurité se rendent directement coupables ou complices.

En décembre 1996, Álvaro Arzú Irigoyen a signé un accord de paix avec l'URNG, groupe armé d'opposition qui luttait depuis des années contre les forces gouvernementales. Cet accord a officiellement mis fin à la guerre civile au Guatemala. En décembre 1998, l'URNG est devenue un parti politique.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

– dites-vous préoccupé par la sécurité de Carlos Mejía et de sa famille, qui ont été menacés de mort dans une lettre reçue le 17 octobre ;

– efforcez-vous d'obtenir l'assurance que les autorités guatémaltèques prendront toutes les mesures nécessaires pour protéger Carlos Mejía et ses proches ;

– demandez instamment qu'une enquête exhaustive soit immédiatement ouverte sur ces menaces, que les résultats de ces investigations soient rendus publics, et que les responsables présumés soient traduits en justice ;

– exhortez les autorités à veiller à ce que les personnes qui dénoncent des actes de corruption attribués à des responsables régionaux ne soient pas entravés dans leur action, et à ce que leurs droits fondamentaux soient protégés.

APPELS À :

Procureur général :

Fiscal General Licenciado
Carlos David De León Argueta
Oficina de la Fiscalía General del Ministerio Público
8ª Avenida, 10-67, Tercer Nivel
Zona 1, Ciudad de Guatemala
Guatemala

Télégrammes : Fiscal General, Ciudad de Guatemala,
Guatemala

Fax : +502 221 2718

Formule d'appel : *Señor Fiscal General*, / Monsieur le
Procureur général,

Président de la République :

Lic. Alfonso Portillo Cabrera
Presidente de la República de Guatemala
6ª Avenida "A" 4-41, Zona 1
Ciudad de Guatemala, Guatemala

Télégrammes : Presidente de la República de Guatemala,
Ciudad de Guatemala, Guatemala

Fax : + 502 253 0801

Formule d'appel : *Excelentísimo Señor Presidente*, / Monsieur
le Président de la République,

Ministre de l'Intérieur :

Lic. Adolfo Reyes Calderón
Ministro de Gobernación
Ministerio de Gobernación
6ª Avenida 4-64, Zona 4
Ciudad de Guatemala, Guatemala

Télégrammes : Ministro de Gobernación, Ciudad de
Guatemala, Guatemala

Fax : + 502 362 0237

Formule d'appel : *Señor Ministro*, / Monsieur le Ministre,

**Directeur de la police nationale civile du département de
San Marcos :**

Policía Nacional Civil
Comisario Jefe Mario Guadalupe Barrios Zapet
9 Calle 8-66, Zona 1
Ciudad de Guatemala, Guatemala

Télégramme : Comisario, Policía Nacional Civil, Ciudad de
Guatemala, Guatemala

Fax : + 502 760 2596 (L'obtention de cette ligne peut s'avérer
difficile. Merci de vous montrer persévérant.)

Formule d'appel : *Señor Comisario*, / Monsieur le Directeur,

COPIES À :

Union révolutionnaire nationale guatémaltèque :

Unidad Revolucionaria Nacional Guatemalteca (URNG)
1ª calle 9-21, Zona 1
Ciudad de Guatemala, Guatemala
Fax : +502 254 5053 / 254 5075

Centre d'information sur le Guatemala :

CERIGUA
2ª calle 1-42, Zona 1
Ciudad de Guatemala, Guatemala
Fax : +502 221 2521
Courrier électronique : cerigua@guate.net

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Guatemala dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 29 NOVEMBRE 2002, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI - IS documents.
Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : www.efai.org*